

GAUCHE RÉPUBLICAINE

Le Journal du réseau de la Gauche républicaine, laïque, écologique et sociale



## LA RELIGION, SERVICE PUBLIC ?

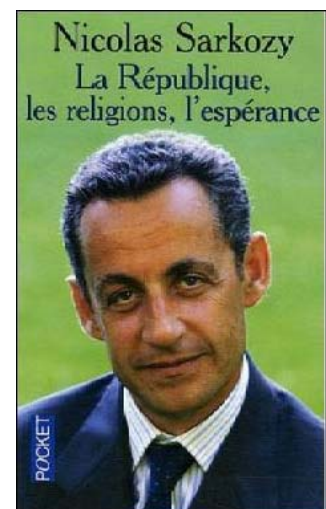
CINQ QUESTIONS À NICOLAS SARKOZY

par **Henri Pena-Ruiz**<sup>1</sup>

Monsieur le Ministre, vous avez repris à votre compte une formule forte. « Pas de tabou ». Très bien. Alors posons cinq questions devenues cruciales après la publication du rapport Machelon. La laïcité, aujourd'hui menacée de toutes parts, mérite bien que toute la lumière soit faite sur des révisions annoncées. Le débat public pourra ainsi être pleinement éclairé.

### **Première question. Les humanistes athées doivent-ils jouir des mêmes droits que les croyants ?**

Dans votre livre sur la République et les religions, vous accordez un privilège à l'option religieuse. Selon vous, en dehors de celle-ci, il ne serait pas possible de donner à la conduite de l'existence les repères de sens dont elle a besoin. Sartre l'athée et Camus l'agnostique devaient donc être perdus devant les problèmes de la vie... Et Bertrand Russell, qui écrivit « Pourquoi je ne suis pas chrétien » devait se trouver démuné devant les questions éthiques. Ne pensez-vous pas que celui qui



<sup>1</sup> **Henri Pena-Ruiz**, philosophe, écrivain, ancien membre de la Commission Stasi sur l'application du principe de laïcité dans la République.

<http://www.gaucherepublicaine.org/>  
02-11-2006

ne croit pas au ciel a de quoi être blessé par votre préférence ? Honoré d'Estienne d'Orves, catholique résistant, méritait-il davantage de considération que Gabriel Péri, athée résistant ? Tous les deux tombèrent sous les balles des nazis. Vous connaissez le mot du poète. « Celui qui croyait au ciel, celui qui n'y croyait pas, qu'importe comment s'appelle cette clarté sur leurs pas, que l'un fût de la chapelle et l'autre s'y dérobât » ( Louis Aragon, La Rose et le Réséda )

### Deuxième question. Quelle égalité s'agit-il de promouvoir ?

SARKOZY POUR UN "LIFTING" DE LA LOI DE 1905 ?



Vous dites vouloir l'égalité des religions entre elles, et pour cela vous envisagez de construire sur fonds publics des lieux de culte, notamment pour permettre aux citoyens de confession musulmane de compenser leur déficit en la matière par rapport aux catholiques, qui jouissent d'un usufruit gratuit des églises construites avant 1905, même si cet usufruit, par « affectation spéciale » est limité aux seuls moments de pratique religieuse. Vous ne demandez pas le même financement pour des maisons de la libre-pensée ou des temples maçonniques. Êtes-vous donc partisan de la discrimination entre les citoyens selon les options spirituelles dans lesquelles ils se reconnaissent ? L'égalité républicaine se réduirait-elle pour vous à l'égalité des divers croyants, à l'exclusion des humanistes athées ou agnostiques ? Parler en l'occurrence de « toilettage » de la loi de séparation

de 1905 est un euphémisme trompeur. Rétablir le financement public des cultes, c'est raturer un des deux articles de cette loi, inscrits sous la rubrique « Principes ». « La République ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte » Avouez que renoncer à un principe sur deux, c'est plus que « toiletter » la loi. C'est l'abolir. On ne peut en l'occurrence assimiler l'entretien du patrimoine historique et artistique constitué par les édifices du culte légués par l'histoire, et laissés en usufruit partiel aux associations culturelles, à une règle de financement. Dans un état de droit, aucune loi n'est rétroactive. Depuis le premier Janvier 1906, toute construction d'un nouveau lieu de culte est à la charge des seuls fidèles, quelle que soit la religion en jeu. Telle est la règle, et les entorses trop fréquentes qui la bafouent ne sauraient pas plus faire jurisprudence que le fait de griller les feux rouges n'appelle leur abolition.

**Troisième question. Quelle priorité pour les pouvoirs publics ?**

Le rapport Machelon, qui a votre sympathie, utilise le concept de liberté de religion, pour permettre le glissement du « libre exercice des cultes », garanti par le premier article de la loi, à la nécessité supposée de financer les cultes. Joli jeu de mots et vrai tour de passe-passe, qui risque de tromper. En République, seul l'intérêt général, commun à tous, portant sur les biens et besoins de portée universelle, mérite financement public. Or la religion n'est pas un service public, comme l'instruction, la culture ou la santé. Elle n'engage en effet que les fidèles, c'est-à-dire une partie des citoyens seulement. La puissance publique, dont les fonds résultent des impôts payés par des athées autant que par des croyants, n'a donc pas à financer les cultes, pas plus qu'elle n'aurait à financer la diffusion de l'athéisme. En convenez-vous ? La question est grave, à l'heure où l'ultralibéralisme économique entend dessaisir l'État de son rôle social, et soumettre à la loi du marché les services publics préalablement privatisés. L'État, jugé trop pauvre pour assurer les finalités sociales des services publics qui concernent tous les citoyens ( éducation, culture, santé, accès à l'énergie et à la communication ) serait donc assez riche pour financer l'option religieuse qui pourtant n'en concerne que certains. Voulez-vous sacrifier l'universel sur l'autel du particulier ? Nos hôpitaux manquent de moyens, notre école publique également. Révoltant paradoxe. Briser la laïcité en même temps que les services publics. Et faire passer cette régression par le supplément d'âme d'un monde sans âme, alliant le baume communautariste et le privilège public des religions. Jean Jaurès et Aristide Briand, préparant la Loi de séparation de 1905, savaient qu'en supprimant le budget des cultes ils ne faisaient pas qu'abolir un privilège : ils transféraient à l'Etat des ressources publiques bienvenues pour ce qui est d'intérêt commun. Les retraites ouvrières, en gestation, n'allaient-elles pas être attribuées aux travailleurs croyants comme aux athées, permettant aux premiers de se cotiser plus aisément pour financer eux-mêmes leurs lieux de culte ?

**Quatrième question. Quelle conception de la lutte contre le fanatisme ?**

Vous dites vouloir éviter les interventions étrangères, notamment les financements venus de pays peu respectueux des valeurs républicaines et démocratiques. Et vous affirmez qu'en payant on pourra mieux contrôler. Fausse évidence. Car enfin quel lien juridique y a-t-il entre le financement et un droit de regard sur les propos des responsables religieux dans les lieux de culte ? Il ne peut exister que par le rétablissement d'une démarche concordataire, c'est-à-dire anti-laïque. Napoléon avait fait le concordat de 1801 en assortissant le financement public des cultes d'allégeances obligées des autorités religieuses à son pouvoir. Le catéchisme impérial de 1807 a radicalisé ce système assez

*<http://www.gaucherepublicaine.org/>  
02-11-2006*

humiliant pour les croyants, puisqu'en somme il les achète. Dans une république laïque, il ne saurait y avoir d'allégeance assortie de privilège. Veut-on imposer une orthodoxie aux religions ? Qui ne voit le caractère infaisable, et irrecevable d'une telle perspective ? Seule une loi commune à tous doit dire le droit. Elle proscrit par exemple toute violence, toute discrimination entre les sexes, toute entrave à l'exercice de la médecine. Un pasteur ou un curé incitant des commandos à perturber les interruptions volontaires de grossesse, comme on l'a vu en Amérique, tombe sous le coup de cette loi. De même un imam qui inciterait à battre la femme adultère. Bref, il n'est pas nécessaire de payer pour contrôler. Seul vaut l'état de droit. Et ce qui importe n'est pas la nationalité d'un imam, mais son respect des lois républicaines. Ne nous trompons pas de combat. Ce n'est pas l'étranger comme tel qui pose problème à la République, mais celui qui entend s'affranchir de la loi commune pour lui substituer sa loi particulière, qu'elle soit religieuse ou coutumière.

**Cinquième question. Que reste-t-il de la laïcité, et de la République, si on rétablit un financement discriminatoire ?**



La République n'est pas une juxtaposition de communautés particulières. Il n'y a pas en France cinq millions de « musulmans », mais cinq millions de personnes issues de l'immigration maghrébine ou turque, très diverses dans leurs choix spirituels. Une enquête récente dont Le Monde s'est fait l'écho, précise que seule une petite minorité de cette population fréquente la mosquée, la majeure partie faisant de la religion une affaire privée, ou ne se référant à l'Islam que par une sorte de solidarité imaginaire. Dès lors, la République doit-elle renoncer à la laïcité pour satisfaire cette

minorité, ou concentrer les deniers publics sur la redistribution par les services publics, la gratuité des soins, le logement social, ou la lutte contre l'échec scolaire, qui concernent à l'évidence tous les hommes, sans distinction de nationalité ou de choix spirituels ? N'est-ce pas le devoir des hommes politiques d'expliquer qu'en assurant des missions de service public profitables aux croyants comme aux athées, et en luttant contre tous les types de discrimination, que l'État facilite aux uns et aux autres le financement volontaire de la conviction de leur choix ? Il est évidemment essentiel, dans cet esprit, de permettre aux croyants l'acquisition des terrains qu'ils financeront, et toute discri-



*<http://www.gaucherepublicaine.org/>  
02-11-2006*

mination foncière doit être combattue. Le prétexte invoqué pour l'abolition de la Loi de séparation laïque de 1905 – car il s'agit bien de cela – est l'aide à apporter aux citoyens de confession musulmane. Or la promotion du bien commun à tous, et non la prise en charge publique de la religion, est la meilleure réponse au problème soulevé. C'est aussi la seule légitime. On sait bien qu'en république on ne peut accorder des droits aux uns sans les étendre à tous. La construction de mosquées sur fonds publics appellerait aussitôt celle de nouvelles églises, de temples, ou de synagogues. Et si l'on brouille la frontière pourtant nette entre le culturel et le cultuel, comme le propose le rapport Michalon, on parachève le démantèlement de la loi. Est culturel ce qui peut intéresser tous les hommes, comme l'art religieux ou les mythologies, qu'éclaire une approche laïque. Est cultuel ce qui réfère à la croyance religieuse de certains. Les mots ont donc un sens, et tout glissement visant à confondre ce qui est distinct est une malhonnêteté. Cela s'appelle du détournement des deniers publics. Veut-on obtenir le rétablissement du financement indirect du culte en utilisant le financement direct de la culture ? Ce tour de passe-passe relèverait de la sanction légitime de la Cour des Comptes, comme la discrimination donnant plus de droits aux croyants qu'aux athées appellerait un recours devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

Nulle polémique, Monsieur le Ministre, dans de telles interrogations, mais l'inquiétude vive d'un républicain qui n'est pas décidé à admettre de nouveaux empiètements programmés contre la laïcité. À l'heure où les communes de France croulent déjà sous des charges indues, comme les nouvelles obligations à l'égard des écoles privées, l'abolition des lois laïques serait très mal vécue. À l'heure où certains parlent de rétablir le délit de blasphème, à contrecourant des grandes conquêtes de l'esprit de liberté, la conscience citoyenne ne peut que s'insurger. Rassurez-nous, Monsieur le Ministre. Dites clairement qu'il n'est nullement dans votre programme de dresser certains citoyens contre d'autres en donnant aux uns des privilèges qui n'avouent pas leur nom, et qui spolient le bien public tout en stimulant le communautarisme. Et ne dissimulez pas ce projet de délaïcisation sous la rhétorique ressassée des « évolutions nécessaires ». Vous savez bien que la seule question qui vaille n'est pas de savoir si une chose est ancienne ou nouvelle, mais si elle est juste ou non. En bref ne brisez pas ce que bien des peuples nous envient. Car l'idéal laïque est un vecteur d'égalité comme de liberté, une source de fraternité. Pourvu qu'il aille de pair avec la justice sociale, il répond au grand défi de notre époque : partager un monde commun à tous.

**Henri Pena-Ruiz**

# A RELIGIÃO, SERVIÇO PÚBLICO ?

## CINCO PERGUNTAS A NICOLAS SARKOZY <sup>2</sup>

Por **Henri Pena-Ruiz** <sup>3</sup>

O Senhor Ministro [ Nicolas Sarkozy ] adoptou um lema forte : « Sem tabus ». Pois bem. Levantemos então cinco questões que se tornaram essenciais depois da publicação do relatório Machelon <sup>4</sup>. A laicidade, actualmente ameaçada por todos os lados, merece que sejam esclarecidas, tanto quanto possível, as revisões anunciadas. O debate público poderá, desse modo, ser cabalmente esclarecido.

### **Primeira pergunta. Os humanistas ateus devem usufruir dos mesmos direitos que os crentes ?**

No seu livro sobre a República e as religiões <sup>5</sup>, reconhece um privilégio à opção religiosa. De acordo consigo, fora desta, não seria possível conferir à conduta da existência as referências de sentido de que ela necessita. Sartre,

---

2 **Nicolas Sarkizy** foi, até há poucas semanas ( Março/2007 ), o ministro do interior do governo francês – ministério onde estão incluídas as questões relacionadas com os « cultos » ( as religiões ) – e, presentemente ( Abril/2007 ), na primeira volta das eleições em curso, é um dos fortes candidatos à presidência daquele país. [ nota R&L/LMM ]

3 **Henri Pena-Ruiz** é filósofo, escritor e foi membro da *Comissão Stasi* sobre a aplicação do princípio da laicidade na República Francesa, a comissão que, em 2004, esteve na origem da chamada « Lei do véu ».

4 Resultante da iniciativa de Nicolas Sarkozy, então ministro do interior, produzido por uma comissão presidida por Jean-Pierre Machelon e tornado público em Outubro de 2005, o « relatório Machelon » vinha propor uma alteração profunda no relacionamento entre as religiões e os poderes públicos em França e, designadamente, uma remodelação muito substancial da « Lei de 1905 » ( Lei da Separação das Igrejas do Estado ). Colheu, evidentemente, a oposição frontal das organizações laicas francesas. [ nota R&L/LMM ]

5 Nicolas Sarkozy – *La République, les religions, l'espérance ; entretiens avec Philippe Verdin et Thibaud Collin* ( *A República, as religiões, a esperança ; entrevistas com Philippe Verdin e Thibaud Collin* ). Paris, 2004.

<http://www.gaucherepublicaine.org/>  
02-11-2006

o ateu, e Camus, o agnóstico, deviam, portanto, ter-se perdido perante as dificuldades da vida... E Bertrand Russel, que escreveu "porque não sou cristão", devia encontrar-se desarmado face as questões éticas. Não percebe que quem não acredita no céu se pode sentir ofendido pela sua preferência ? Honoré d'Estienne d'Orves, católico resistente, mereceria mais consideração do que Gabriel Perecer, ateu resistente ? Ambos tombaram vítimas das balas nazis. Conhece a frase do poeta : "aquele que acreditava no céu, aquele que não [ acreditava ], que importa ao nome dado à clareza dos seus passos se um ia à igreja e o outro lá roubasse" (Louis Aragon, "La Rose et le Réséda")

### **Segunda pergunta. Que tipo de igualdade se pretende promover ?**

Diz [ Nicolas Sarkozy ] pretender a igualdade entre as religiões e, para tal, encara a possibilidade de construir, com fundos públicos, lugares de culto, nomeadamente para permitir aos cidadãos de confissão muçulmana compensar o défice que teriam nessa matéria relativamente aos católicos que usufruem gratuitamente das igrejas construídas antes de 1905, ainda que esse direito de uso resulte de « afectação especial » e esteja limitado aos momentos da prática religiosa. Não pede, contudo, idêntico financiamento para edifícios destinados ao livre pensamento ou para templos maçónicos. Será que se assume partidário da discriminação entre os cidadãos de acordo com as opções espirituais em aqueles se reconhecem ? Para si, a igualdade republicana deveria reduzir-se à igualdade entre os diversos crentes, com exclusão dos humanistas ateus ou agnósticos ? Neste contexto, falar em « reformular »<sup>6</sup> a lei de separação de 1905 constitui um eufemismo enganoso. Restabelecer o financiamento público dos cultos é riscar daquela lei um dos dois artigos que aí se inscrevem na rubrica "Princípios". "A República [ Francesa ] não reconhece, não financia, nem subsidia qualquer culto". Há-de reconhecer que renunciar a um dos dois princípios de uma lei é mais que « reformular » essa lei. É aboli-la. Não se pode assimilar a um processo de financiamento a [ prática de ] conservação do património histórico e artístico constituído pelos edifícios do culto que nos foram legados pela história e onde é permitida uma utilização parcial por parte das associações de culto. Num Estado de Direito, nenhuma lei é retroactiva. Desde 1 de Janeiro de 1906 que, a construção de novos locais de culto está unicamente a cargo dos fiéis, qualquer que seja a religião. É essa a regra, e os frequentes desvios que a ridicularizam não podem fazer jurisprudência, tal como o desrespeito pelos sinais dos semáforos não pode constituir motivo para a sua abolição.

---

<sup>6</sup> No texto original o verbo utilizado é « toileter » = « remendar », « emendar ». [ nota R&L/LMM ]

### Terceira pergunta. Que prioridade para os poderes públicos ?

O relatório Machelon<sup>7</sup>, que colhe a sua simpatia [ de Nicolas Sarkozy ], recorre ao conceito de liberdade religiosa, para permitir resvalar da garantia do « livre exercício dos cultos », garantido pelo primeiro artigo da lei, para o financiamento supostamente necessário dos cultos. Belo jogo de palavras e verdadeiro golpe de mão que pode bem enganar. Em República, só o interesse geral, comum a todos, visando bens e necessidades de alcance universal, merece financiamento público. Ora a religião não constitui um serviço público, tal como o são a instrução, a cultura ou a saúde. Na verdade, ela respeita unicamente aos seus crentes, isto é, a uma parte dos cidadãos. Os poderes públicos, cujos fundos resultam de impostos pagos tanto por ateus como por crentes, não devem, pois, financiar os cultos, tal como não devem financiar a divulgação do ateísmo. Está de acordo ? A pergunta é grave, no momento em que o ultraliberalismo económico se propõe privar o Estado do seu papel social, e sujeitar à lei do mercado os serviços públicos previamente privatizados. O Estado, considerado demasiado pobre para assegurar os objectivos sociais de serviços públicos que respeitam a todos os cidadãos ( educação, cultura, saúde, acesso à energia e à comunicação ) seria então suficientemente rico para financiar a opção religiosa que só concerne a alguns. Pretende sacrificar o universal no altar do particular ? Escasseiam recursos nos nossos hospitais, bem como nas nossas escolas públicas. Revoltante paradoxo. Acabar com a laicidade e com os serviços públicos ao mesmo tempo. E fazer passar esta regressão como se de suplemento de alma de um mundo sem alma<sup>8</sup> se tratasse, aliando o aconchego comunitarista com o [ regime de ] privilégio público das religiões. Jean Jaurès e Aristide Briand, quando prepararam a Lei de separação de 1905, sabiam que ao suprimir o financiamento dos cultos não estavam a fazer mais do que abolir um privilégio : transferiam para o Estado recursos públicos que eram benéficos para o interesse comum. As reformas operárias, [ então ] em preparação, não iam ser atribuídas aos trabalhadores crentes e ateus, permitindo aos primeiros quotizarem-se mais facilmente para financiar os seus próprios lugares de culto ?

---

7 cf: nota 4

8 Esta “*alma de um mundo sem alma*” será uma referência « brincada » à expressão utilizada por Karl Marx na sua célebre asserção : “*a religião é o suspiro da criatura oprimida, o coração de um mundo impiedoso, a alma de um mundo desalmado, a religião é o ópio do povo*” [ “*die Religion ist der Seufzer der bedrängten Kreatur, das Gemüt einer herzlosen Welt, wie sie der Geist geistloser Zustände ist. Sie ist das Opium des Volks*” ] ( in: Marx e Engels, *Crítica da ‘Filosofia do Direito’ de Hegel*, 1844 ). [ nota R&L/LMM ]





**Quarta questão. Que concepção de luta contra o fanatismo ?**

Afirma [ Nicolas Sarkozy ] querer evitar as intervenções estrangeiras, nomeadamente os financiamentos [ ao culto religioso ] vindos de países que pouco respeitam os valores republicanos e democráticos. E sustenta que pagando se poderá ter tudo sob melhor controlo. Falsa evidência. Pois que relação jurídica [ pode existir ] entre o financiamento e o direito de observar os objectivos dos responsáveis religiosos nos locais de culto ? Ela só pode existir através do restabelecimento de um processo concordatário, ou seja anti-laico. Napoleão fez a Concordata de 1801 no compromisso de um financiamento público dos cultos cujas autoridades religiosas demonstrassem fidelidade ao seu poder. O catecismo imperial de 1807 radicalizou este sistema bastante humilhante para os crentes já que, afinal, os compra. Numa república laica, não pode existir fidelidade resultante de privilégio. Quer-se impor uma ortodoxia às religiões ? Quem não vê o carácter impraticável e inadmissível de uma tal perspectiva ? Só a existência de uma lei comum a todos pode satisfazer. Condena, por exemplo, qualquer tipo de violência, qualquer discriminação entre os sexos, qualquer obstáculo ao exercício da medicina. Um pastor ou um padre que incite os fiéis a perturbar as interrupções voluntárias da gravidez, como se viu na América, cai sob a alçada dessa lei. Do mesmo modo que um imã que incitasse ao espancamento de uma mulher adúltera. Enfim, não é preciso pagar para controlar. Basta o [ a existência do ] Estado de Direito. E o que importa não é a nacionalidade de um imã, mas o seu respeito pelas leis republicanas. Não nos enganemos no combate. Não são os estrangeiros, enquanto tal, que levantam problemas à República, mas sim todos aqueles que pretendem eximir-se à lei geral e substituí-la pela sua lei particular, quer ela seja fundada na religião ou no uso [ costume ].

**Quinta pergunta. O que sobra do laicismo e da República se se restabelecer um financiamento discriminatório ?**

A República não é uma justaposição de comunidades particulares. Em França, não existem cinco milhões de « muçulmanos » mas cinco milhões de pessoas oriundas da imigração magrebina ou turca, muito diferentes nas suas opções espirituais. Um inquérito recentemente publicado pelo *Le Monde*, precisou que só uma pequena minoria desta população frequenta a mesquita, a maior parte faz da religião um assunto privado, só se referem ao Islão por uma espécie de solidariedade imaginária. Assim sendo, deve a República renunciar ao laicismo para satisfazer esta minoria ou concentrar os fundos públicos e redistribuí-los pelos serviços públicos, pela gratuidade dos cuidados de saúde, pela habitação social, ou pela luta contra o insucesso escolar, que abrangem, incontestavelmente, todos os homens, sem distinção de



<http://www.gaucherepublicaine.org/>  
02-11-2006

nacionalidade ou de opções espirituais ? Não constitui dever dos homens políticos explicar que é pelo assegurar de iniciativas de serviço público de qualidade, igualmente proveitosas para crentes e ateus, e pela luta contra todo o tipo de discriminação que o Estado facilita, a uns e a outros, o financiamento voluntário das suas opções de convicção ? Neste espírito, é evidentemente essencial permitir aos crentes a aquisição de terrenos com financiamento próprio e combater todo o tipo de discriminação fundiária. O pretexto invocado para a abolição da Lei laica de separação de 1905 – porque é precisamente disso que se trata – consiste na [ necessidade de ] ajuda a prestar aos cidadãos de confissão muçulmana. Ora, é a promoção do bem comum a todos, e não o tomar a cargo a religião, que constitui a melhor resposta para o problema levantado. É também a única legítima. Sabe-se bem que, em república, não se podem atribuir direitos a uns sem os alargar aos demais. A construção de mesquitas com fundos públicos levaria imediatamente à construção de novas igrejas, de templos, ou de sinagogas. Se esbatermos a fronteira, agora nítida, entre o *cultural* e o *cultural*, do modo como é proposto no *relatório Machelon*, leva-se [ efectivamente ] a cabo o desmantelamento da lei. É *cultural* tudo aquilo que pode interessar a todos os homens, tal como seja a arte religiosa ou a mitologia que uma abordagem laica esclarece. É *cultural*, a crença religiosa de alguns. As palavras têm um sentido e qualquer desvio que vise confundir o que é distinto, constitui uma desonestidade. A isso chama-se desvio de dinheiros públicos. Pretende-se obter o financiamento indirecto do culto recorrendo ao financiamento directo da cultura ? Esta perversão relevaria da competência do Tribunal de Contas, tal como a discriminação que concede mais direitos aos crentes do que aos ateus justificaria um recurso no Tribunal Europeu dos Direitos do Homem.

Senhor Ministro, estas interrogações não relevam de uma qualquer vontade de polemizar mas sim da viva apreensão de um republicano que não quer admitir novas [ mais ] depredações programados da laicidade. Numa altura em que as autarquias de França já cedem ao peso de despesas indevidas, como sejam os novos encargos com as escolas privadas, a abolição das leis laicas seria muito mal recebida. Num período em que, ao arrepio das grandes conquistas do espírito de liberdade, já se fala no restabelecimento do delito de blasfémia, a consciência dos cidadãos só se pode insurgir. Tranquilize-nos, Sr. Ministro. Diga claramente que não está no seu programa colocar os cidadãos uns contra os outros, concedendo a uns privilégios inconfessáveis, e que delapidam o erário público ao esmo tempo que estimulam o comunitarismo. E não disfarce este projecto de deslaicização sob a retórica requeitada das « evoluções necessárias ». Sabe bem que a única questão que releva não é



*<http://www.gaucherepublicaine.org/>  
02-11-2006*

saber se uma coisa é antiga ou nova, mas se ela é justa ou não. Resumindo, não destrua o que muitos povos nos invejam. O ideal laico é uma força de igualdade e de liberdade e uma fonte de fraternidade. Se aliado à justiça social, ele responde ao grande desafio da nossa época : partilhar um mundo comum a todos.

**Henri Pena-Ruiz**

*[ tradução e ilustrações R&L/LMM ]*